

Paranoïa

Si j'étais paranoïaque, je me dirais que les désordres financiers, économiques et sociaux, que nous connaissons aujourd'hui sont l'aboutissement d'un long et méticuleux travail de sape d'un petit clan en vue de la domination du plus grand nombre.

Si j'étais paranoïaque, je me dirais que toutes les mesures qui sont prises depuis quelques années n'échouent pas par incompetence mais atteignent bel et bien leur but... qui n'est peut-être pas le but affiché.

Des exemples ? il y en a presque autant que de lois que l'on publie.

En vrac : on supprime la police de proximité pour plus d'efficacité et donc de sûreté... et on accroît l'insécurité ; on défiscalise les heures supplémentaires pour favoriser l'emploi... et on embauche moins (puisque'il est moins cher de faire des heures sup'), on crée un bouclier fiscal pour faire revenir les expatriés fiscaux... qui restent en Suisse. Je continue ?

Allez, encore une, elle est d'actualité : on veut réduire l'âge légal de départ à la retraite pour faire des économies. Mais que vont faire ceux qui n'auront pas de travail à 60 ans ? Ils pointeront chez Pôle Emploi. Selon J.L. Mélenchon, cette économie de 5 milliards d'euros pour les caisses de retraites devrait coûter à celles du chômage... huit milliards !

Si j'étais paranoïaque, je me dirais que, malgré les apparences, ils sont drôlement compétents nos dirigeants et qu'ils « font le job » comme on dit maintenant en haut lieu. Ainsi ce ministre des finances qui décida de vendre une partie des stocks d'or alors que toutes les études démontraient que la valeur de l'or allait durablement monter. Si l'on en juge par les hautes fonctions qu'il occupe aujourd'hui, il doit être très compétent et n'a pas fait que des malheureux en vendant au plus bas l'or de la nation.

Si j'étais paranoïaque, je me dirais que nos dirigeants font tout, et avec méthode, pour ruiner l'État afin qu'il cède au privé tout ce qui peut être source de profit et ne conserve que ce qui peut servir les plus riches : assurer leur sécurité grâce, notamment, à l'armée, la police, la justice et sa branche pénitentiaire.

« Ah non, Simon, cette fois tu dérapes ! » m'a dit mon voisin tout en arrosant ses semis de tomates brevet N° PE 12111926 B1, « même si t'es parano, là c'est trop ! »

Alors, j'ai sorti mon livre d'histoire de France, j'ai fait un peu de tri et j'ai livré à Gaston (mon voisin le jardinier) quelques éléments susceptibles de nourrir ma paranoïa... si j'étais paranoïaque :

- 1800 : le 1^{er} consul crée la Banque de France. Mais c'est une banque privée aux mains des fameuses 200 familles. Et on a l'esprit de famille dans la banque. Le cartel des gauches en a fait les frais :

- 1924 : la BdF (Banque de France) coupe le robinet et refuse les avances au budget de l'État, chute du gouvernement fracassé sur « le mur de l'argent », exit le cartel des gauches.

- 1936 : vengeance camarades ! Léon Blum met la BdF sous tutelle.

- 1945 : de Gaulle nationalise la BdF, les banquiers ont perdu... pas pour longtemps.

- 1973 : ce brave M. Pompidou a succédé quatre ans plus tôt à de Gaulle dont il a été le premier ministre... juste après avoir été un des dirigeants de la banque Rothschild et

ce 25 janvier il fait passer une loi (portée V. Giscard d'Estaing) qui interdit désormais à la BdF de prêter à l'État. Le processus d'endettement peut commencer, l'État s'est volontairement amputé de sa capacité de créer de la monnaie scripturale (qui équivaut à 93 % de la monnaie créée). Désormais, il devra emprunter à l'extérieur et les intérêts payés ne retourneront plus au Trésor comme par le passé mais seront versés aux banques.

- Et les années qui suivirent furent l'occasion de peaufiner ce rapt consenti de la monnaie au seul profit du marché, de Maastricht jusqu'au traité de Lisbonne qui grave dans le marbre : « *Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, (...) d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.* » (joli dogme que l'on est prêt à écorner pour sauver le système financier...)

Là, mon brave jardinier était devenu aussi rouge et ridé que ses futures tomates PE 12111926 B1 et quand je lui ai dit que selon « les experts », le total des intérêts payé aux banques par l'État français depuis 1973 était d'environ 1 500 000 000 000 d'euros... soit pratiquement le montant de la dette à ce jour, il m'a regardé d'un air étrange et est rentré chez lui sans un mot.

Je ne suis pas sûr qu'il m'ait entendu ajouter : et selon Maurice Allais, prix Nobel d'économie : « *En abandonnant au secteur bancaire le droit de créer de la monnaie, l'État s'est privé en moyenne d'un pouvoir d'achat annuel représentant environ 5,2 % du revenu national.* »

Si j'étais paranoïaque, je me demanderais pour conclure qui, au bout du bout du système, aurait ainsi intérêt au marasme et j'entendrais sans doute le rire sardonique d'un ténébreux et secret maître du monde me faire écho.

Mais le gouvernement vient d'adopter un projet de loi modifiant l'hospitalisation psychiatrique sous contrainte, alors je le dis bien haut : « non, M. le préfet, je ne suis pas paranoïaque ! »

Et, bien évidemment, tout ce que je viens d'écrire ne reflète en rien une mécanique bien huilée, mais seulement le résultat du hasard.

... mais je ne crois pas au hasard.

Me Simon.

PS : si vous voulez voir s'afficher la dette publique en temps réel, cliquez ici → <http://cluaran.free.fr/dette.html>